



LA LUTTE DES CHEMINOTS REJOINT CELLE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Ce jeudi 21 novembre, d'après la fédération CGT, un cheminot sur quatre étaient en grève. Les revendications mises en avant par l'intersyndicale visaient à s'opposer aux 500 suppressions de postes prévus au 1er janvier avec la filialisation de Fret SNCF, et plus généralement à l'ouverture à la concurrence qui, région par région, va diviser nos établissements en de multiples entreprises privées.

Une première journée de grève qui doit donner confiance

Cette première journée de mobilisation est un bon point de départ. La grève a été suivie inégalement selon les différents services et les régions, mais a quand même été l'occasion de tenir des Assemblées Générales, y compris à Annemasse. Les discussions politiques pour faire face à ces attaques patronales et gouvernementales sont allés bon train.

Pourtant, les perspectives mises en avant par les directions syndicales suite à cette journée ont de quoi interroger. Les directions syndicales ne mettent rien de concret en avant et semblent ne jurer que par l'ouverture « d'urgence » de négociations au sommet. A cela s'ajoutera la demande d'un moratoire sur la filialisation de Fret SNCF et un débat parlementaire à organiser dans les salons feutrés de l'Assemblée Nationale sur l'avenir du ferroviaire français. Rien de bien emballant à se mettre sous la dent ! Après avoir présenté les politiciens du NFP comme des sauveurs suprêmes, les directions syndicales tentent d'aligner le combat sur le terrain parlementaire. Une politique qui, en plus de véhiculer des illusions, paraît bien loin de l'inquiétude et de la colère qui existe parmi la majorité des collègues.

Construire une grève militante pour s'adresser à tous les travailleurs

Refuser l'ouverture à la concurrence et les filialisations, c'est se battre contre les suppressions de postes, l'abaissement des conditions de travail. C'est aussi lutter contre la division des travailleurs qu'engendre le morcellement de la concurrence ferroviaire à venir. Des préoccupations qui ne sont pas propres qu'aux cheminots. Bien des travailleurs s'y retrouvent confronté – ne serait-ce que dans le secteur des transports urbains et interurbains. D'autant que s'y ajoute la lutte pour des augmentations salariales générales après que la direction SNCF ai proposé 0,5 % d'augmentation en Avril 2025...

Nos luttes résonnent avec tout le reste de la situation sociale. Dans le secteur privé, on ne compte plus le nombre de plans de licenciement prévus par le grand patronat. Et le secteur public n'est pas épargné non plus par les attaques, avec notamment l'augmentation du nombre de jours de carence voulue par le gouvernement. Toutes ces attaques amènent des luttes en réponse. A Michelin les ouvriers du site de Cholet menacé de fermeture sont en grève depuis déjà quelques semaines. Et le 5 décembre, une journée de grève est prévue dans la fonction publique. Pour l'instant, ces luttes restent isolées, mais si la bourgeoisie sait se coordonner pour nous faire les poches, pourquoi les travailleurs n'en ferait-il pas autant pour contre-attaquer ?

Les fédérations syndicales cheminotes ont annoncé une grève reconductible à partir du 12 décembre. Difficile de savoir ce que les dirigeants de l'intersyndicale ont en tête d'ici là. Mais cette date doit servir à militer en faveur d'une riposte générale du monde du travail.

Soyons nombreux et nombreuses à l'AG d'Annemasse le 12 décembre pour s'emparer ensemble de cette date et s'organiser dans cette perspective. C'est l'unité des travailleurs qui fera notre force, alors oeuvrons à tisser des liens avec d'autres travailleurs en lutte pour arracher des victoires!

Ce bulletin t'a plu? Fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Une première AG modeste, mais une colère bien présente

L'assemblée générale qui s'est tenue jeudi 21 novembre a du faire le constat que peu de collègues ont décidé de rejoindre cette grève carrée, sensée préparer la grève reconductible de décembre. Mais ce moment précieux a permis de confirmer le ras-le-bol qui traverse tous nos services. Au centre de cette colère, des revenus trop minces face au coût de la vie élevé de la région, et le sous-effectif permanent dans la majorité des services lié à des baisses d'effectif ou à des postes jamais pourvus. Des revendications qui permettraient à tous les cheminots et cheminots du LEX de s'emparer d'un mouvement de grève, et tenir tête à la direction qui n'a pas attendu la filialisation pour diriger comme le privé!

Un bon démarrage à la RATP

Mardi 12 novembre, des travailleurs de la RATP se sont mis en grève et se sont rassemblés pour protester contre le découpage du réseau parisien dont ils vont faire les frais. Dans quelques mois, ils seront éclatés dans treize entreprises différentes. Certains resteront RATP (mais pas la même filiale), d'autres passeront sous bannière Keolis. Quel que soit le nom de l'entreprise sur leur veste ou leur parka, ils auront, comme aujourd'hui, les mêmes intérêts à défendre. Et ils partageront, en outre, plus d'une revendication avec les travailleurs du transport de tout le pays car ils vont subir un véritable nivellement par le bas orchestré par le patronat. Tous ensemble, on pourrait imposer, au contraire, une unification par le haut de nos salaires et de nos conditions de travail. Et la journée de grève de la RATP montre la voie dans laquelle nous devons persévérer.

Un mois de grève avec occupation. Les Vencorex doivent gagner !

En grève reconductible depuis le 23 octobre, les Vencorex occupent jour et nuit leur usine pour s'opposer à sa fermeture et au licenciement des 460 salariés. Le piquet organisé jour et nuit offre la possibilité de rendre visible la mobilisation, d'organiser manifestations et rassemblements mais aussi de multiplier les discussions collectives pour se soutenir et élaborer un plan de bataille à même de faire plier le patron. Qu'il s'agisse d'imposer des indemnités décentes, le maintien de l'activité ou encore l'interdiction des licenciements et le partage du temps de travail entre toutes et tous sans réduction de salaire, notre arme la plus efficace, c'est la grève, son extension, son contrôle démocratique à la base, et son durcissement pour mener la guerre au patronat responsable de la situation.

On ne joue pas qu'au ballon dans les stades de foot

Mercredi 6 novembre, les supporters du PSG déploient un tifo « Free Palestine » avec une banderole « La guerre sur le terrain mais la paix dans le monde », un message salubre alors que le génocide est toujours en cours. Le lendemain, des supporters du Maccabi Tel-Aviv, un club israélien, s'affrontent avec de jeunes Néerlandais à Amsterdam, non sans les provoquer en chantant « Il n'y a pas d'écoles à Gaza car il n'y a plus d'enfants ». Tout irait mieux, nous dit-on, si le sport n'avait rien à voir avec la politique. Mais jeudi dernier, députés, ministres et anciens présidents ont afflué au stade de France pour voir un France-Israël tout à fait anecdotique sur le plan footballistique... Une belle occasion pour eux de rappeler depuis les tribunes leur soutien indéfectible au colonialisme israélien garant de leurs intérêts dans la région. Alors on aurait tort, de notre côté, de ne pas aussi faire de la politique dans les stades !

Ce bulletin t'a plu? Fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

 @npa_revo_74

 comitenpa74@gmail.com

 npa-revolutionnaires.org

**Retrouvez
tous nos
liens
utiles ici**

